



LA UNE

Seine-Saint-Denis : 40 maires mais pas un Noir, pas un Beur !

Par Michaël Hajdenberg

Attention : si la page n'apparaît pas dans son intégralité, cliquez ici.

La photo est saisissante. 40 visages, des milliers de cheveux grisonnants, une moyenne d'âge de 55 ans, six femmes, mais des «minorités visibles» invisibles. Ces 40 maires sont pourtant censés représenter les 40 communes du département de Seine-Saint-Denis. Certes, représentation ne signifie pas représentativité. Mais quand même. Lors du recensement de 1999, sur 1,38 million d'habitants dans le département, on dénombrait 260.000 étrangers (dont plus de 40.000 nés en France) et plus de 126.000 Français par acquisition. Le département compte aussi plus de 42.000 Domiens d'origine, un chiffre sans équivalent en France métropolitaine.

Les maires de Seine-Saint-Denis

Le département compte 12 maires PS, 10 PCF, 10 UMP, 3 Nouveau Centre, 2 Divers Gauche, 2 Verts, 1 Modem (les couleurs sur la carte ne servent qu'à mieux distinguer les communes)

Patrick Lozes, du CRAN (Conseil représentatif des associations noires), estime qu'environ 30% des quelque 1,4 million d'habitants du département sont noirs, d'origine maghrébine ou des DOM-TOM. Dans certaines villes, comme Saint-Denis, la proportion tournerait même autour des 50%. Un grand nombre de ces familles sont installées dans le 93 depuis plusieurs décennies. Et pourtant, les postes politiques à responsabilité continuent de leur échapper. Alors que l'ensemble des médias s'interroge sur un futur et bien hypothétique Obama français, force est de constater que la diversité est absente dès le premier barreau de l'échelle politique française. Comment l'expliquer ?

Pour Gérard Noiriel, historien de l'immigration, il faut faire attention aux comparaisons avec les Etats-Unis. «*Les contextes nationaux diffèrent grandement d'un pays à l'autre. La présence d'une forte population noire dans l'Hexagone est récente. Les personnes que l'on regroupe sous l'étiquette "minorité visible", «diversité», etc., sont dans la plupart des cas issues des dernières vagues d'immigration. La raison fondamentale qui explique la sous-représentation politique des citoyens classés dans la rubrique "diversité" tient au fait qu'ils cumulent les handicaps : issus de l'immigration ET des fractions les plus pauvres des classes populaires. Ce facteur social est d'importance : parmi les maires du 93, il n'y a pas non plus d'enfants d'immigrants portugais.*»

Gérard Noiriel poursuit la comparaison historique : «*Dans la cité minière d'Ostricourt, au début des années 1960, soit 40 ans après l'arrivée des premières familles polonaises, aucun de leurs enfants ou petits-enfants ne faisait partie du conseil municipal. Or les études montrent que la proportion des élus issus du monde ouvrier est beaucoup plus faible aujourd'hui que dans les années 1950-60. C'est un phénomène général, qui ne concerne pas seulement les gens issus de l'immigration. Il faut faire attention et accorder une grande importance à la construction des représentations publiques car, selon que vous définissez une personne comme un "immigré" ou comme un "ouvrier", vous créez des possibilités d'identification différentes.*»

Céline Braconier, qui a enquêté pendant cinq ans sur la démobilisation électorale à Saint-Denis, met elle aussi en garde contre «*l'ethnicisation du social*». Et Gérard Noiriel n'est pas le seul à recourir au passé pour relativiser le rejet dont sont victimes les minorités actuelles dans le monde politique. Emmanuel Bellanger, historien ayant longuement travaillé sur le département, analyse : «*Les fils d'Espagnols et d'Italiens ont longtemps été ultraminoritaires dans les instances municipales et au conseil général alors qu'ils contribuaient à construire la banlieue rouge avec un fort attachement militant. Les appareils politiques mettent du temps à promouvoir les enfants d'immigrés et la figure du maire est une figure patriarcale qui explique en partie le fait que la fonction soit peu ouverte. La génération des Bartolone, Asensi, Salvator, a mis plusieurs décennies à décrocher des postes à haute responsabilité.*»

Jacques Salvator, maire d'Aubervilliers d'origine italienne, sans nier les difficultés, juge que les choses progressent, et même «*progressent vite. Il faut se rappeler que, pour nous aussi, ça a été long*». Mais François Asensi, député-maire de Tremblay-en-France, d'origine espagnole, tempère : «*Les Espagnols, les Italiens, les Polonais sont de culture judéo-chrétienne. Or en France, on a du mal à accepter d'autres racines culturelles, comme les musulmans.*»

Une différence reprise à son compte par Claude Bartolone, président du Conseil général du 93, au père italien et à la mère d'origine maltaise : «*Nos parents aussi ont ressenti la discrimination. Mais la grande différence, c'est que nous n'avons pas eu la guerre d'Algérie qui a laissé des traces très fortes. Par ailleurs, les enfants d'immigrés italiens n'avaient pas la même appétence pour la chose politique que les jeunes des minorités visibles d'aujourd'hui.*»

«*Très difficile de réussir quand on a un accent ou un particularisme*»



Olivier Masclet, auteur de *La Gauche et les Cités : un rendez-vous manqué*, parle également d'un «*empressement à prendre la parole*» qui s'explique selon lui par deux raisons : «*La génération née ici a vu la domination exercée sur leurs parents, entendu les propos racistes, vécu la dureté des rapports avec la police. Ils ont envie de réagir. Mais à cela s'ajoute une réaction contre leurs parents, particulièrement visible dans les familles algériennes, où le souvenir colonisateur a été omniprésent. A une époque, les naturalisations étaient au plus bas, il y avait peu de mariages mixtes, beaucoup de refus de service militaire, et pendant longtemps, l'idée du retour au pays a structuré l'éducation des enfants. Certes, tout comme les enfants des Républicains espagnols et des communistes italiens, les Maghrébins avaient un certain capital politique. Mais qui s'était construit en opposition à la France. Tout cela a conduit chez certains enfants à une prise de parole contre les parents qui a pu passer par la psychanalyse, par la culture mais aussi souvent par un engagement dans l'associatif.*»

Volonté de s'exprimer, mais frein social ? C'est l'opinion de Mouna Viprey, née au Maroc et venue en France pour suivre ses études supérieures, et qui en tant que membre du parti socialiste, s'est pourtant vue deux fois privée d'une victoire aux législatives (en 2002 et en 2007), qui lui tendait les bras à Montreuil : «*C'est vrai que j'ai été privée d'une très probable victoire. Mais c'était pour sauver le député communiste Jean-Pierre Brard. Et c'étaient plus des histoires d'arrangement politique qu'autre chose.*»

Aujourd'hui première adjointe d'une ville dirigée par Dominique Voynet (Verts), elle prévient : «*Je fais ma thèse en économie du travail. J'ai particulièrement travaillé sur la discrimination en entreprise, et là oui, c'est flagrant. En politique, il y a surtout du racisme social. Mais c'est vrai : ce racisme social est encore plus prégnant quand on est black ou arabe. C'est un phénomène additionnel. C'est un monde où il est très difficile de réussir quand on a un petit accent ou un particularisme. Et puis, il faut argumenter, écrire des discours, avoir de la répartie. Et il faut savoir soulever les foules. Donc attention : il peut y avoir de très bons militants qu'il n'est pas judicieux de mettre au premier rang. Si on veut une représentation significative des minorités, il faut les former. Moi j'ai eu la chance d'être poussée par Claude Bartolone.* » Lui-même issu de l'immigration.

«*Oui, mais personne ne parle de Claude Bartolone comme d'un fils de ou d'un issu de...* », tempère Vincent Geisser, auteur d'un remarquable ouvrage de témoignages sur la discrimination dans le monde politique. Alors qu'on continue de voir un Français dont le grand-père kabyle tenait un café à Aubervilliers comme un immigré. » Pour le chercheur, la meilleure preuve de cette vision persistante du «*eux et nous*» est la perception qu'a la société française des Antillais : «*Ce sont les Noirs qui se radicalisent le plus. Ils ont plusieurs siècles de citoyenneté française et on les ramène à leur identité noire.*»

Le sociologue Eric Fassin partage cette vision : «*Tant qu'on décrira les non-Blancs comme issus de l'immigration, ce sera "normal" qu'ils n'appartiennent pas à la représentation nationale. Si chez Ikea, on ne met pas de vendeur noirs à la caisse, on parle de discrimination. Pareil dans la vie économique. Mais en politique, on ne veut pas voir qu'anticiper le racisme des gens, c'est de la discrimination. Et à force de ne pas en présenter, le manque d'habitude crée la méfiance.*»

Eric Fassin a beaucoup travaillé sur la parité hommes/femmes en politique. Il compare : «*Pendant longtemps, on a dit que, pour les femmes, les choses se faisaient doucement. En fait, il n'y avait guère plus de femmes en 2000 à l'Assemblée que dans l'après-guerre. On est toujours sur l'idée du progrès naturel, alors que le progrès n'est pas naturel. Au contraire, si on ne fait rien, la situation empire. De la même façon qu'on le dit maintenant pour les minorités visibles, on disait qu'il n'y avait pas de femmes compétentes ou pas de femmes qui voulaient accéder à ces fonctions. Mais dès que la parité a été mise en œuvre, on en a trouvé plein.*» «*Le PC n'a pas vu les beurs comme des ouvriers*»

Et en effet, les candidats à la chose politique ne semblent pas manquer parmi les «*minorités visibles*». La sociologue Roxane Silberman, qui a étudié les inégalités socio-économiques rencontrées par les immigrés et leurs enfants, le confirme : «*Les jeunes issus de l'immigration sont moins présents dans l'enseignement, tout comme dans la communication et les arts et spectacles. Or en politique, il y a une forte proportion d'enseignants, une forte proportion de personnes issues de la fonction publique, où l'on compte peu de minorités visibles si l'on excepte les emplois aidés. Car dans la fonction publique, il y a un fort taux de reproduction. Et forcément, les enfants de l'immigration n'avaient pas de parents dans la fonction publique, qui leur était fermée.*»

Pourtant, selon Roxane Silberman, ces données ne peuvent expliquer l'absence des minorités visibles en politique. «*Les personnes venant des DOM-TOM sont très présentes dans les concours de catégories A et B de la fonction publique et très peu présentes en politique. De la même façon, les femmes avaient beau être très nombreuses dans le corps enseignant, elles n'étaient pas représentées dans le corps politique jusqu'à la parité.*»

Les explications seraient donc plutôt à chercher du côté des partis politiques. Et pour Vincent Geisser, en Seine-Saint-Denis, la présence ancienne de la gauche n'a pas joué en faveur de la diversité : «*Il y a eu un processus de notabilité et de création de fiefs. Les places sont prises par les héritiers directs.*» Forcément, le parti communiste, qui avait la main sur le département, est montré du doigt : «*Au PCF, on a considéré cette immigration comme exogène, comme une immigration provisoire qui repartirait. On a vu les enfants comme la continuation de leurs parents et pas comme des Français, pas comme l'incarnation des nouvelles classes populaires et de futurs cadres du parti.*»

Vincent Geisser décrit un PCF aveugle aux bouleversements de la société : «*L'instabilité professionnelle a engendré une instabilité syndicale. Mais le PC a eu une vision identitaire d'une crise so-*



ciale. Les difficultés rencontrées ont été expliquées par un défaut d'intégration. Au PC, on ne comprenait pas : "Ils ne viennent pas vers nous, ils sont plus attirés par le religieux !" En fait, cette incompréhension n'a fait que préfigurer une incompréhension plus générale des classes populaires.»

Stéphane Gatignon, maire PCF de Sevran, approuve : *«Le parti est passé au travers en termes d'analyse de la société. Il n'a pas évolué sur la question du religieux et est resté sur une position à l'ancienne à une époque où des mouvements comme SOS Racisme ont contribué à extérioriser l'autre, à le soutenir en tant que personne différente.»*

Olivier Masclet fait remonter le malentendu aux années 70 : *«La CGT n'a alors pas soutenu les OS (ouvriers spécialisés) en grève, qui étaient surtout des immigrés. Et pendant longtemps, le PC n'a pas vu les beurs comme des ouvriers mais comme des travailleurs sociaux, des militants associatifs. Et pendant les années qui ont suivi, on a vu une surprudence du PC face à la montée du FN. Le PC a même flirté avec les thèmes de l'insécurité développés par l'extrême droite, par peur de perdre les élections.»*

A écouter François Asensi, le PCF ne pourrait plus aujourd'hui faire grand-chose. *«On a manqué les trains et, aujourd'hui, on ne peut plus se permettre de prendre des risques», dit-il. Dans les petites formations, on présente le maire car on veut préserver sa ville, ou aux législatives son groupe. Or les meilleurs candidats ne sont pas forcément les meilleurs élus. Ce serait plutôt aux grands partis, et notamment au PS, de prendre leurs responsabilités.»*

Bally Bagayoko et Abdel-Madjid Sadi, conseillers généraux

Beaucoup d'élus du PCF font remarquer que trois conseillers généraux communistes ou apparentés comme tels sont issus des minorités : Abdel-Madjid Sadi, Bally Bagayoko et Azzedine Taïbi. A tel point que Bally Bagayoko, issu du mouvement social et qui a été «coopté» par le PCF, considère que *«le PC fait des efforts particuliers»*. Tout en admettant que *«plus on va vers les sphères de responsabilité, moins il y a de diversité»*.

Des progrès, des symboles ou des leurres ?

Dans toutes les listes présentées aux dernières municipales, à gauche comme à droite, on distinguait des minoritaires visibles. On en retrouve donc aujourd'hui un certain nombre dans les conseils municipaux. Tous les maires que nous avons contactés insistent sur ces progrès.

Stéphane Gatignon parle par exemple *«de listes beaucoup plus mélangées qu'en 2001»*. Claude Bartolone, ancien ministre de la ville, assure : *«Cette fois, ils sont dans les instances, on ne pourra plus leur objecter qu'ils ne connaissent pas la machine.»* Et chacun fait mine de penser que, la prochaine fois, ce sera vraiment la bonne.

Sauf qu'en 2005 aussi, on disait, comme on l'avait déjà dit 100 fois, que, cette fois, il allait falloir faire preuve de volontarisme. *«Or il ne s'est quasiment rien passé. On n'a toujours pas notre mot à dire là où se passent les choses, où se prennent les décisions»,* explique Ali Zahi, adjoint aux finances de Bondy. *Dans la rue, si vous dites à un jeune que vous êtes adjoint, il vous rit au nez.»*

Ali Zahi, adjoint aux finances du maire de Bondy

Lui-même a failli être suppléant d'un député du département en 2007. On lui a rapporté que le député en question avait fait un autre choix, que certains ne disent pas forcément basé sur les compétences... Avec les finances, Ali Zahi a toutefois obtenu un portefeuille prestigieux à Bondy. *«Avant, on se coltinait la culture, la jeunesse. Avec un message du genre : "Allez, vous allez vous occuper de vos petits frères et de vos petites sœurs." Mais là j'ai dit, je veux bien tout, sauf la culture et la jeunesse. Je suis capable de parler d'autre chose que des mini-motos. Les gens continuent d'être étonnés par mon poste. Tant pis : une fois qu'on a l'écharpe, et même si on nous a pris pour des marionnettes, il faut s'imposer.»*

Un autre élu issu de la diversité, qui préfère témoigner anonymement, raconte : *«Je me suis occupé du sport à une époque. J'étais vexé vu mes compétences. J'ai dit : "Pourquoi le sport ?" Le maire m'a répondu : "Je sais pas. Je te vois bien." Ensuite, et bien que mes attributions n'aient rien à voir avec la jeunesse, les gens m'interrogeaient dans la rue sur les jeunes et les quartiers. Les élus, paumés sur les questions de religion, voient en vous une bonne occasion de se décharger de ces questions. Et Le Parisien m'appelait quand une voiture brûlait. J'ai mis un temps fou à leur faire comprendre que ce n'était pas mes compétences. Il faut parler de ce qu'on connaît, et uniquement de cela. Sur TF1, dans les semaines qui viennent, on ne va plus parler de tournantes mais des bac + 5 de la diversité qui réussissent. Il faut absolument que chacun parle seulement de ce qu'il connaît. Et bosser le contenu pour être à la hauteur.»*

A la hauteur, Sabri Haddad pensait y être. Encarté au PC depuis l'âge de 19 ans, il a milité parallèlement à Saint-Ouen au sein d'associations, monté des événements. Et pensait avoir sa place sur la liste PC lors des municipales de 2008. Ecarté, il a choisi de monter sa propre liste avec un de ses camarades qui vivait la même situation. *«Si on n'a pas besoin de nous, tant pis : on va voir ailleurs.»*

Sabri Haddad a monté une liste parallèle

Leur liste, très largement composée de personnes issues de minorités, a recueilli plus de 10% des suffrages et a choisi de se maintenir au second tour malgré les pressions. *«C'est en se présentant qu'on fait avancer les choses», dit-il, car il n'y a que les calculs électoralistes qui font évoluer les partis. Sinon, ils mettent quelques personnes de la diversité sur les listes, histoire de s'attirer les votes. Mais après, on peut toujours rêver pour avoir les finances ou l'urbanisme.»* A Pantin, une liste a été montée pour des raisons similaires. Résultat : plus de 5% des suffrages.



Mais ce qui est curieux à première vue à Saint-Ouen, c'est que des personnes issues de la diversité étaient bien présentes sur les listes. Dans ces conditions, comment parler de discrimination ? *«Alors qu'on aurait pu mobiliser pour eux, comme on l'a prouvé avec notre score, ils ont préféré mettre à notre place des personnes absolument inconnues»,* regrette Sabri Haddad. *C'est de la diversité pour faire diversion.»*

Dans tous les partis, les “encartés du 31 décembre”

La manœuvre semble extrêmement répandue. Fayçal Douhane, membre du conseil national du parti socialiste et récemment arrivé dans le département, dénonce : *«On a à chaque fois des militants locaux de valeur issus des minorités, mais la fédé balance n'importe qui. C'est la diversité des copains et des coquins. A Trappes [Yvelines], on avait un Barack Obama local, brillant, en la personne de Djamel Yalaoui. Mais aux législatives, ils ont préféré envoyer quelqu'un, sûrement de valeur [NDLR : Safia Otokoré], mais qui ne connaissait pas le terrain. Pareil à Argenteuil. Et partout. On a tout fait pour qu'il n'y ait pas d'élus. Pourquoi ? Je n'ai pas de réponse.»*

D'autres en ont une. Selon Eric Fassin, *«pour l'instant, la diversité, c'est le fait du prince. Soit on se dit : je vais prendre les meilleurs. Soit on fait monter des inconnus qui vous doivent tout et qui seront fidèles. C'est d'autant plus facile que la diversité est quelque chose d'encore inhabituel, donc il est plus facile de contourner les règles de fonctionnement. Les règles habituelles sont ainsi suspendues au nom de la diversité, mais pas dans l'intérêt de la diversité. Et puis, on prend plutôt des femmes car les hommes font peur. Et on met des femmes plutôt jeunes et jolies car cela permet de rendre hyper-visible la question des minorités visibles.»*

Vincent Geisser confirme : *«On appelle ça les encartés du 31 décembre. On en trouve partout. A droite, beaucoup pensent que Rama Yade a été privilégiée au détriment de Nassimah Dindar présidente [UMP] du Conseil général de La Réunion, car elle était plus noire et donc plus visible. Mais le PS fait pareil. Pendant sa campagne, Ségolène Royal avait sorti Nadjet Belkacem de nulle part, alors qu'elle disposait de plein de bons militants. Il suffirait de regarder la composition des sections. Le PS a du pétrole mais il utilise du charbon.»*

De façon plus générale, Eric Fassin analyse : *«On aurait pu s'attendre à ce que la gauche soit plus ouverte. Mais j'é mets l'hypothèse que la gauche a eu l'impression de ne pas avoir à faire ses preuves. Elle se sent du bon côté, celui des non-racistes, alors que la droite doit donner des gages. Et la gauche a eu peur de rater les classes populaires au profit de la droite ou de l'extrême droite. Elle a donc donné des gages à la classe populaire blanche.»*

Selon Fayçal Douhane, la gauche s'est complu dans un discours paternaliste : *«On va vous défendre, ne bougez pas. On va vous montrer ce que c'est la politique !» On nous a promis : “Plus tard, plus tard !” Mais en réalité, un ou deux maires adjoints ne*

changent rien à la question. La nouvelle mode, ce sont les adjoints à la sécurité. On inverse le rôle du gendarme et du voleur. Mais ça ne change pas grand-chose.»

La droite a vu la brèche s'ouvrir et a tenté de s'y engouffrer. Aux municipales, elle a par exemple présenté en tête de liste deux candidats issus des minorités à La Courneuve et à Aubervilliers. A gauche, certains moquent cette initiative : *«On attend qu'ils les présentent à la place de Tiberi.»* D'autres ne considèrent pas ces gestes comme si anodins, à l'image du chercheur Vincent Geisser : *«La droite gagne des points en terme symbolique. Elle mène un travail de fond auprès des associations de quartier et des associations communautaires. Dans dix ans, une partie des communes peut basculer. Après, il faudra voir si les candidats de la diversité sont maintenus en tête de liste.»*

Kamel Hamza, tête de liste UMP à La Courneuve, et assistant parlementaire d'Eric Raoult, semble commencer à en douter malgré un parcours que l'UMP pourrait promouvoir. *«J'ai grandi à La Courneuve avec l'idée que la droite, c'était le diable. On partait en colonie grâce à la mairie communiste, on avait des vêtements grâce à la mairie communiste, des centres de loisirs grâce à la mairie communiste. C'était un peu nos deuxièmes parents. Mais en faisant des études, on se rend compte que notre situation n'a pas évolué. On nous a assistés, on nous a amusés, infantilisés, sans nous ouvrir à la réalité du monde. Alors je suis allé voir à droite, où on tenait un discours de vérité. Mais à La Courneuve, je suis en terre de mission impossible. Il faut que je trouve un endroit où être député car La Courneuve, c'est le mur de Berlin avec la muraille de Chine.»*

Kamel Hamza est passé de l'espoir au doute

Kamel Hamza s'inquiète : *«Mais franchement, j'ai l'impression que ça va être compliqué. Au début, j'étais vu comme l'Arabe de service venant de la gauche et qui ne sait pas écrire. Maintenant j'estime avoir fait mes preuves. Et on verra aux régionales si je suis en position éligible. Car assistant parlementaire, ce n'est pas mon ambition. Mais c'est dur. Alors je commence à essayer de voir ailleurs, dans d'autres domaines, parce que ça ne bouge pas. Chaque maire a fait son Benetton avec sa liste mais il n'y a pas de pouvoir. C'est le maire qui gère tout. On est de bons symboles quand il s'agit de gagner des élections. Mais après on nous dit qu'on n'est pas compétents C'est décourageant.»*

Comme Vincent Geisser, Olivier Maslet pense pourtant que la droite peut faire son trou : *«La droite avance avec un discours sur les valeurs, la famille, la sécurité. C'est un conservatisme moral qui peut bien convenir aux religieux. Jusqu'aux émeutes de 2005, Sarkozy a d'ailleurs joué sur ce registre, sur la thématique du musulman accompli. Il en aurait probablement récolté les fruits s'il avait poursuivi dans la voie du préfet musulman et dans la veine communautariste. Mais il a préféré changer, et passer à un créneau répressif en stigmatisant les jeunes des cités.»*



En Seine-Saint-Denis, d'autres continuent pourtant de jouer la carte communautariste. «*Drancy est passé à droite, rappelle Olivier Masclat. Pourquoi pas demain Aubervilliers, Stains ou Saint-Denis ?*» Eric Raoult et ses réseaux continuent donc de labourer le terrain. Mais à gauche aussi, comme le confirme Claude Bartolone, «*on continue de promettre des agrandissements de salles de prière en échange de la voix des fidèles, eux-mêmes chargés de convaincre ensuite leurs familles. A la fin de la prière du ven-*

dredi soir, les fidèles ont reçu moult textos avant les municipales : "N'oubliez pas de soutenir untel pour défendre notre lieu de prière".»

Un discours peut-être promis à un bel avenir. Car les candidats de la diversité vont finir par croire qu'il n'y a plus que la prière pour espérer pouvoir devenir maire.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Directrice général : Marie-Hélène Smiéjan

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007. Capital social : 1 958 930 €. Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : en cours.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 958 930 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.